

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (1981)  
**Heft:** 610

**Artikel:** Un grand moment : un syndicaliste à la tribune  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1012271>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Les croisés d'Interlaken

Dans les rédactions, les journalistes se disputent traditionnellement la délégation aux congrès du Parti socialiste suisse, toujours animés, difficilement contrôlables — des happenings peu conformes à l'ordre helvétique. Cette année, le risque de désordre était particulièrement élevé, rehaussé par d'innombrables articles parus ces derniers mois dans la «presse bourgeoise» (pléonasme). D'Aubert à Ziegler, en passant par Hubacher, Masnata et Morel, le parti socialiste compte une impressionnante réserve d'hommes susceptibles de fournir la matière de papiers plus ou moins mal intentionnés.

\* \* \*

*Veille de congrès, veillée aussi. Le Comité directeur du PSS dans un grand hôtel climatisé d'Interlaken, le Groupe d'Yverdon à Wilderswil, à quelques kilomètres de là. Mise au point de l'ordre du jour de part et d'autre. Le CD paufine l'horaire et le scénario, le GY discute le déroulement général du congrès qu'il compte jalonner de propositions et autres motions d'ordre, — pas seulement pour réjouir la presse à l'affût de décisions-surprises et de mouvements divers. La forme est ainsi réglée. Le fond, ce sera pour samedi et dimanche.*

\* \* \*

Samedi, premier affrontement à propos de l'ordre du jour, précisément. L'obstacle est enjambé avec élégance et désinvolture par le président Hubacher, plus président et prédistant que jamais. Ouf: le secrétariat peut distribuer l'horaire prévu avec la liste des «points fixes».

Un rendez-vous que personne ne voulait manquer: samedi, 14 h. 30, Willy Ritschard. Il décerne sans sourire les mauvais points à tous ceux qui tirent le parti socialiste à droite et à gauche. C'est à peine si quelques têtes rentrent dans les épaules. Mais

Ritschard semble avoir trop bien pesé ses termes: on attend en vain les bonnes formules qu'il sait trouver d'habitude. Deux phrases font mouche cependant: «Certes, nous avançons à petits pas, mais faisons attention qu'ils n'aillent pas dans la fausse direction!» Et en conclusion, ce retour sur terre: «Nous ne tenons pas un colloque de futurologie, nous sommes un parti politique.»

\* \* \*

*Appel sonnait un peu hérétique dans un congrès qui ajoutait au rituel d'usage un contenu quasiment religieux. L'autogestion, finalité et démarche d'ailleurs imprécisément définies, est à ce niveau affaire de foi. Quelques-uns y croient, d'autres la renient, beaucoup restent sur le seuil de l'Eglise, rares sont ceux qui donnent une adhésion rationnelle à ce qui semble devenu un dogme.*

*Du coup, le congrès d'Interlaken fut celui des grands prêtres: Hubacher, constamment souverain; Ritschard, complètement réhabilité; le Fri-bourgeois Félicien Morel, obstinément drapé dans les principes du socialisme démocratique; Andy Gross, tribun pourtant moins doué que d'autres; François Masnata, prêcheur-vedette, très superstar. Les deux derniers sont relayés par une foule de prédicateurs venus de Zürich et de Genève; les premiers souvent trop enflammés, les seconds toujours péremptoirs. Chez tous, un feu qui a secrètement réchauffé de vieux militants épuisés par quinze ou vingt congrès, et qui a fait s'élaner à la tribune un Arthur Villard toujours fasciné par la jeunesse et les limites du possible.*

\* \* \*

Les limites du supportable en matière de débats en milieu fermé, beaucoup de congressistes les ont dépassées samedi soir, après huit heures de séance, dont cinq en plénum. Comme d'habitude, les plus résistants ont «fait» les décisions dans plusieurs groupes de travail dont les propositions ont surpris nombre de délégués du dimanche. N'empêche que les thèses du Comité directeur ont failli subir des amendements fondamentaux. Il s'en est fallu de

quelques dizaines de voix, d'une seule dans un cas. Curieux de voir ceux qui parlent sans cesse de démocratie faire preuve d'un irrespect caractérisé à l'égard de la majorité, aussi nette soit elle, quand elle tourne à leur désavantage. Mauvais présage pour la vie future du parti.

Le PSS va-t-il digérer les apports qu'il a lui-même recherché du côté des jeunes, des femmes, des écologistes, des alternatifs mêmes? Manifestement, nombre de ces nouveaux venus poursuivent à l'intérieur du parti le combat qui les anime, sans vouloir (pouvoir?) comprendre qu'une formation politique telle que le PSS doit intervenir sur la base d'autres synthèses. Venu de Berlin-Ouest, Johanno Strasser a tenté de le faire comprendre, mais son message, trop long, semble n'avoir pas vraiment passé (phénomène de rejet suisse alémanique à l'égard de l'accent nordique non exclu).

\* \* \*

*En matière d'intérêts particuliers, la résolution sur le tunnel autoroutier du Rawyl constitue un cas extrême. Après avoir décrit les charmes de la décentralisation et l'importance de la périphérie, le conseiller national Richard Bäumlin, résident d'Oberwil dans le Simmenthal, a entraîné le congrès suisse dans une décision qui allait à contresens, et qui n'était en outre pas de son ressort. Le Comité directeur et la Valaisanne Françoise Vannay ont, en vain, voulu le faire remarquer à une assemblée fascinée par la priorité aux transports publics et les options centralisées. Bizarre.*

### UN GRAND MOMENT

## Un syndicaliste à la tribune

Après un Otto-F. Walter, tout occupé à démontrer la «faisabilité» de l'autogestion, Beat Kappeler, le plus fin et le plus nuancé des syndicalistes, monte à la tribune. Pour prendre le climat d'Interlaken,

quelques extraits résumés (et traduits) de son exposé. Un grand moment.

B.K. rappelle d'abord que le socialisme implique la rupture avec le système capitaliste. Ce dernier cependant a changé depuis les débuts du socialisme: nous n'en sommes plus aux richards en pantalons rayés et hauts-de-forme qui s'approprient les moyens de production sur le dos des travailleurs. Le capitalisme c'est aussi, au-delà de la détention du capital, une manière d'appréhender la réalité, un type de relation aux autres et à la nature.

Le projet de programme rompt avec le capitalisme première manière. L'autogestion, c'est-à-dire la démocratisation du pouvoir comme l'a défini Ritschard sur la couverture du fameux livre blanc et rouge, est une réponse à la dictature qui commande dans l'entreprise, dans l'Etat, dans la vie culturelle. En revanche, le projet de programme ne répond pas aussi bien au capitalisme vécu.

#### LA RUPTURE VÉRITABLE

«C'est qu'il s'agit de rompre avec trois cents ans d'histoire industrielle. Pour cela, l'introduction de nouvelles formes d'activités autogérées ne suffit pas. Pour cela, il nous faut en savoir davantage sur le sens futur de notre travail. Comment échapperons-nous aux contraintes de la rationalisation, des techniques nouvelles, de l'accumulation d'un capital toujours plus abondant sous forme de machines, de béton et de nuisances? Que ferons-nous de l'économie extérieure, avec son cortège de diktats des parités et des intérêts, avec sa concurrence implacable?» Mais il y a encore un problème plus important à résoudre, l'impératif du travail, de la production même: comment échapperons-nous à l'extension des principes de l'échange et de la division du travail à des secteurs de plus en plus étendus de notre vie?

» Notre programme doit encourager les technologies nouvelles chaque fois qu'elles nous libèrent,

mais sans oublier de protéger les individus contre le sentiment d'insécurité provoqué par cette libération même.

#### UN CONTENU AU CHANGEMENT

» Nous devons limiter notre consommation de matières premières et de mètres carrés, et rompre avec le développement continu de nouvelles prestations de services qui introduisent une relation de dépendance entre le spécialiste et le client. Pour cela, il nous faut davantage de loisirs, moins de temps de travail.

» Nous devons adopter une politique de l'espace habité, une politique des transports, une politique de l'énergie qui assurent la couverture de besoins fondamentaux, qui préviennent le gaspillage, qui renforcent l'autodétermination du quartier ou de l'individu à l'égard des «centrales».

» Nous devons éviter que la moitié bientôt de notre revenu national provienne de nos relations extérieures, avec tous les rapports d'interdépendance que cela implique; il nous faut dans cette perspective encourager l'économie intérieure, c'est-à-dire les régions, les petites entreprises, la production autonome d'énergie.

#### L'AUTOGESTION, POUR QUOI

» Dans tous ces domaines, l'autogestion comme principe formel doit s'affirmer comme fil conducteur. Il nous reste cependant à expliquer pour quoi. Et c'est cela que nous devons encore insérer dans notre futur programme. L'autogestion n'élimine pas l'égoïsme de groupe. La planification démocratique, introduite dans le projet de programme, ne signifie concrètement rien d'autre que la reconnaissance de la priorité des politiques (du sol, des transports, etc.) sur les intérêts des communautés particulières, fussent-elles autogérées. Car ce qui choque les électeurs du PSS dans la chimie bâloise, ce sont bien davantage les nuisances que les pro-

fits! Il n'en irait pas autrement pour les entreprises autogérées.

» Mais il y a un autre piège que le programme doit veiller à éviter, celui de l'économisme. L'économie n'est pas tout, car si justement le capitalisme est une mauvaise manière d'organiser les rapports humains, il imprègne l'ensemble de la vie sociale. Il prétend que les valeurs matérielles sont plus importantes que toute autre, et prend la mesure de l'homme en termes économiques. Aussi bien, le programme ne doit pas apparaître comme un manuel d'économie d'entreprise. Il doit indiquer la voie vers un dépassement du système de l'échange.

#### FACE AUX SPÉCIALISTES

» C'est seulement grâce à une libération du travail que nous pouvons nous engager dans la maîtrise des problèmes du quartier et du logement, dans l'éducation des enfants, dans les activités de loisirs, dans la réflexion, dans la recherche et la découverte de soi. Tout cela, aujourd'hui, nous devons nous le procurer auprès de spécialistes, directement ou par l'intermédiaire de l'Etat; nous voilà les clients de professionnels: urbanistes, conseillers, pédagogues, psychologues, assistants sociaux. Une société autogérée, libérée de la volonté de produire toujours davantage et de travailler sans relâche, s'écarte aussi de cette organisation générale par des spécialistes.

» Le programme doit donner dans cette perspective une réponse au problème de l'Etat-providence: dans quelle mesure tolérerons-nous la centralisation des relations sociales, accepter l'aide à vivre donnée par des professionnels? En d'autres termes, combien voulons-nous nous réserver d'espace non quadrillé et non définissable, et comment nous octroyer des moments de liberté dans notre budget temps?»

Ce sont là, ajoute en substance Kappeler, des pro-

SUITE ET FIN AU VERSO

## Un syndicaliste à la tribune

blèmes qui recèlent beaucoup plus de matière explosive que le principe formel de l'autogestion. Le programme doit donner des réponses concrètes à ces questions pour que les quelque 50 000 membres du PS et son demi-million d'électeurs sachent à quoi s'en tenir, et sans que soit remplacée par la peur du futur autogestionnaire la crainte que leur inspire le système en vigueur: «Seuls des hommes confiants, libérés de toute angoisse vis-à-vis du présent comme de l'avenir, pourront accepter et vouloir une Suisse nouvelle.»

Après avoir rappelé les valeurs traditionnelles du

socialisme, B. K. conclut en rappelant les rapports de force dans la société actuelle dominée par «des classes moyennes composées de fonctionnaires, de mandataires commerciaux, d'intendants, de potentats locaux et de prestataires de services de toutes sortes. C'est à eux que nous devons montrer leur place dans la nouvelle société, afin de les gagner à l'idée d'un changement. Ils doivent comprendre que, dépourvus de tout moyen de production propre, sans avoir leur propre logement, ils sont en fait davantage prolétaires que les paysans indépendants ou les forgerons du village — sans que leurs vacances passées au-delà des mers y changent rien».

Et de tirer une leçon de tout cela: «Ne nous imaginons surtout pas que le pouvoir en Suisse puisse être gagné ou perdu à l'échelon central! Le pro-

gramme doit parler aux socialistes de tout notre Etat fédéraliste, qui ont déjà chacun une parcelle de pouvoir. Nous sommes déjà un peu au pouvoir. Nous disposons déjà aujourd'hui de réseaux d'influence. Nous commettrions une erreur si nous croyions pouvoir plus tard, d'un coup, instaurer un système tout neuf. Si l'autogestion est un processus, il appartient au programme de préciser le contenu de chacune des étapes. Nous devons déterminer clairement les points de rupture et les réseaux. C'est justement ce travail qu'il reste à faire.»

\* \* \*

A Interlaken, B. K. a été élu en tête des vingt membres désignés par le Congrès pour faire partie de la commission chargée d'élaborer le nouveau programme, et de préciser le contenu des politiques du socialisme autogestionnaire. Prometteur.

### LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## 148 numéros de «Contacts»

Au début de l'été, j'ai reçu le 148<sup>e</sup> et dernier numéro de la revue *Contacts*, lancée en octobre 1954...

Non sans quelque fierté, mais surtout non sans quelque mélancolie, je feuillette ces 1232 pages, que Jean-Louis Rebetez d'abord, puis Michel Buenzod, assisté entre autres, naguère d'Olivier Pavillon, plus récemment d'Anne-Catherine Menétréy, ont rédigées pendant plus d'un quart de siècle, et dont j'en ai écrit une ou deux.

Initiative Chevallier pour la réduction des armements militaires (Dieu merci, les Russes intervinrent à temps en Hongrie pour que l'initiative soit retirée!); première initiative anti-atomique; deuxième initiative socialiste pour que toute acquisition d'armes atomiques soit soumise au vote populaire; union des gauches; Vietnam; Grèce des colonels; apartheid; Tchécoslovaquie 1968; syndi-

calisme; affaire Bührle; initiative Schwarzenbach; droit de vote des femmes; réforme scolaire; décriminalisation de l'avortement; prisons...: de tout cela, que reste-t-il?

Sans doute, «nous» avons eu parfois la majorité de notre côté — et plus souvent, battus sur le plan fédéral, nous l'emportions dans les cantons romands, et parfois au Tessin, et parfois à Bâle-Ville.

Ce n'est pas là, toutefois, ce qui me paraît le plus intéressant. Souvent battus (armes atomiques, décriminalisation de l'avortement), nous sommes peut-être parvenus quand même à attirer l'attention, à freiner un mouvement qui nous paraissait néfaste, à l'emporter *dans les faits*.

C'est ainsi que jusqu'à aujourd'hui, le Département militaire fédéral a renoncé à acquérir des armes nucléaires.

Bien sûr, «ils» proclamaient bien haut qu'ils n'en avaient nullement l'intention et qu'ils voulaient seulement garder les mains libres. Sachant que la chair est faible, quand bien même l'esprit n'est pas toujours très prompt, nous avons cru devoir à la

charité chrétienne de les aider dans leurs bonnes résolutions... Rendons à nos adversaires cette justice: jusqu'aujourd'hui, ils ont consenti à réfréner leur envie...

De même, peut-être, en ce qui concerne la décriminalisation de l'avortement: si nous ne sommes pas arrivés à grand-chose sur le plan légal, il se peut que dans la pratique de tous les jours, la situation ait tout de même évolué. Je me revois dévalant le Calvaire aux côtés de mon ami M<sup>e</sup> Minet, avocat et joueur d'échecs — qui allait défendre l'une des *cent* et quelques accusées d'un procès en avortement! C'était dans les années quarante. Du moins dans le canton de Vaud si beau, de tels procès ont disparu.

Il n'en va malheureusement pas de même en ce qui concerne l'exportation des armes: malgré l'opposition d'une très forte minorité, ces exportations se sont poursuivies. Il semble même qu'elles se soient accrues.

Il n'en va pas de même dans le cas du service civil et de l'objection de conscience: les tribunaux militaires continuent à condamner comme par le passé